



**PRÉFET  
DE LA SOMME**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,  
de l'Aménagement et du Logement des  
Hauts-de-France**

Unité départementale de la Somme  
Pôle Jules Verne  
12, rue du Maître du monde  
80440 Glisy

Glisy, le 02/10/2024

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 09/09/2024

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

#### **PE de Nurlu - EGM WIND**

43 BOULEVARD DES BOUVETS  
CS 90310  
92000 Nanterre

Références : 2024-E10151  
Code AIOT : 0005107366

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 09/09/2024 dans l'établissement PE de Nurlu - EGM WIND implanté LD LE BOIS DES VAUX 80240 NURLU. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- PE de Nurlu - EGM WIND
- LD LE BOIS DES VAUX 80240 NURLU
- Code AIOT : 0005107366
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Le parc éolien de Nurlu est un site relevant du régime de l'autorisation au titre de la rubrique 2980, introduite par le décret n°2010-984 du 23 août 2011 modifiant la nomenclature des installations classées.

Ce parc éolien est exploité par la société SAS EGM WIND (ex IBERDROLA RENOVABLES FRANCE SAS) et géré par EDF Renouvelables France. Situé sur la commune de NURLU, il est composé de quatre aérogénérateurs, référencés E1, E3, E4 et E5 et d'un poste de livraison référencé PDL.

Ces activités sont notamment réglementées par l'arrêté ministériel du 26/08/2011 modifié et le certificat d'antériorité du 7 août 2012.

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Bénéficiaire de l'autorisation d'exploiter	Autre du 07/08/2012	Sans objet
2	Montant des garanties financières	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 30	Sans objet
3	Suivi environnemental	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 12	Sans objet
4	Installations électriques	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 17	Sans objet
5	Contrôle des accès	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 13	Sans objet
6	Affichage	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 14	Sans objet
7	Extincteurs	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 24	Sans objet

## 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Compte-tenu des constats, aucune suite administrative n'est proposée.

Toutefois, le point de contrôle 3 (suivi environnemental) amène l'inspection des installations classées à proposer un projet d'arrêté préfectoral complémentaire actant les préconisations du rapport suite au suivi environnemental 2022. Cet arrêté préfectoral actera par ailleurs du changement de siège du bénéficiaire de l'autorisation environnementale (point de contrôle 1).

Ce projet d'arrêté préfectoral complémentaire est joint au présent rapport.

## 2-4) Fiches de constats

**N° 1 : Bénéficiaire de l'autorisation d'exploiter**

<b>Référence réglementaire :</b> Autre du 07/08/2012
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Extrait KBIS
<b>Prescription contrôlée :</b>  Certificat d'antériorité du 07/08/12 : donner acte à la société « Iberdrola Renovables France S.A.S »

**Constats :**

Une lettre de changement de dénomination de la société Iberdola Renovables France en société EGM Wind a été transmise à l'inspection des installations classées le 31 mai 2024, ainsi que les extraits Kbis de chacune de ces sociétés, respectivement datés du 12 janvier 2012 et du 1 mars 2024. Ceux-ci présentent bien un numéro d'identification au Registre du Commerce et des sociétés identique.

La dénomination de l'entreprise ainsi que l'adresse du siège social, différentes de celles figurant sur le certificat d'antériorité susvisé, seront actés par l'arrêté préfectoral complémentaire proposé en point de contrôle 3 (suivi environnemental) joint en annexe.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 2 : Montant des garanties financières**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 30

**Thème(s) :** Risques chroniques, Montant des garanties financières

**Prescription contrôlée :**

Le montant des garanties financières mentionnées à l'article R. 515-101 du code de l'environnement est déterminé selon les dispositions de l'annexe I du présent arrêté.

**Constats :**

L'exploitant a transmis un acte de cautionnement établi par la société ALTRADIUS le 27 août 2020 (contrat n° 375251). Le montant de la caution provisionnée est de 217 580 € et est valable jusqu'au 24 août 2025.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 3 : Suivi environnemental**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 12

**Thème(s) :** Risques chroniques, Biodiversité

**Prescription contrôlée :**

L'exploitant met en place un suivi environnemental permettant notamment d'estimer la mortalité de l'avifaune et des chiroptères due à la présence des aérogénérateurs. Sauf cas particulier justifié et faisant l'objet d'un accord du Préfet, ce suivi doit débuter dans les 12 mois qui suivent la mise en service industrielle de l'installation afin d'assurer un suivi sur un cycle biologique complet et continu adapté aux enjeux avifaune et chiroptères susceptibles d'être présents. Dans le cas d'une dérogation accordée par le Préfet, le suivi doit débuter au plus tard dans les 24 mois qui suivent la mise en service industrielle de l'installation.

Ce suivi est renouvelé dans les 12 mois si le précédent suivi a mis en évidence un impact significatif et qu'il est nécessaire de vérifier l'efficacité des mesures correctives. A minima, le suivi est renouvelé tous les 10 ans d'exploitation de l'installation.

Le suivi mis en place par l'exploitant est conforme au protocole de suivi environnemental reconnu par le ministre chargé des installations classées.

<p>Les données brutes collectées dans le cadre du suivi environnemental sont versées, par l'exploitant ou toute personne qu'il aura mandatée à cette fin, dans l'outil de télé-service de " dépôt légal de données de biodiversité " créé en application de l'arrêté du 17 mai 2018. Le versement de données est effectué concomitamment à la transmission de chaque rapport de suivi environnemental à l'inspection des installations classées imposée au II de l'article 2.3. Lorsque ces données sont antérieures à la date de mise en ligne de l'outil de télé-service, elles doivent être versées dans un délai de 6 mois à compter de la date de mise en ligne de cet outil.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Le suivi environnemental a été réalisé (selon le protocole révisé en 2018) entre mi-avril et fin novembre 2022.</p> <p>Le rapport de suivi environnemental, daté de janvier 2024, a été transmis l'inspection des installations classées, ainsi que la preuve de dépôt des données de ce suivi sur DEPOBIO.</p> <p>Le rapport du suivi environnemental fait état de cinq cadavres d'oiseaux et deux cadavres de Chiroptères au pied des éoliennes du parc. Parmi ces cadavres, trois espèces d'oiseaux sont protégées et patrimoniales (Goéland brun, Faucon crécerelle et Grand cormoran) et les deux espèces de Chiroptères observées (Noctule commune et Pipistrelle commune) sont protégées.</p> <p>En conclusion, le bureau d'études préconise deux mesures de protection de la faune volante à savoir :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- une mesure visant à réduire l'attractivité du pied de machine de chaque plateforme et de leurs abords (base des plateformes la plus artificialisée possible, végétation rase aux abords de la plateforme, pas de dépôt ni de stockage ni de mise en place d'agrains sur les plateformes),</li> <li>- une mesure visant à réduire la durée de chevauchement entre la période de rotation des pales et la période d'activité des chiroptères (bridage de toutes les éoliennes du parc).</li> </ul> <p>Au cours de la visite d'inspection, l'exploitant a précisé qu'un suivi environnemental était en cours, par AXECO, afin de vérifier l'efficacité des mesures proposées et de les ajuster si nécessaire.</p> <p>L'inspection des installations classées propose d'acter les préconisations du rapport de suivi environnemental 2022 par arrêté préfectoral complémentaire, joint en annexe.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

#### N° 4 : Installations électriques

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 17</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Exploitation</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Les installations électriques intérieures et les postes de livraison sont maintenus en bon état et sont contrôlés par un organisme compétent à fréquence annuelle après leur installation ou leur modification. L'objet et l'étendue des vérifications des installations électriques ainsi que le contenu des rapports de contrôle sont fixés par l'arrêté du 10 octobre 2000 susvisé. Les rapports de contrôle des installations électriques sont annexés au registre de maintenance visé à l'article 19.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant a présenté les deux derniers rapports de contrôle des installations électriques établis par la société SOCOTEC (rapports référencés H0270/24/6790-6791-6793-6795 et 6796 datés du 5</p>

août 2024 et rapports référencés H0270/23/4078-4079-4080-4081-4082 datés du 22 août 2023). Le dernier rapport conclut à des observations pour le poste de livraison et l'éolienne E5.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  L'exploitant pourrait utilement : <ul style="list-style-type: none"> <li>- mettre en place un suivi annualisé des non-conformités/observations et des mesures mises en place pour y remédier (formalisation des opérations de maintenance : type, opérateur, date, photographies ou documents attestant de la réalisation...),</li> <li>- assurer la liaison entre les rapports de contrôle des installations électriques et son fichier de suivi de maintenance.</li> </ul>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

#### N° 5 : Contrôle des accès

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 13
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Exploitation
<b>Prescription contrôlée :</b>  Les personnes étrangères à l'installation n'ont pas d'accès libre à l'intérieur des aérogénérateurs. Les accès à l'intérieur de chaque aérogénérateur, du poste de transformation, de raccordement ou de livraison sont maintenus fermés à clef afin d'empêcher les personnes non autorisées d'accéder aux équipements.
<b>Constats :</b>  Au cours du contrôle, seules les éoliennes E3 et E4 ainsi que le poste de livraison ont été contrôlés. Les aérogénérateurs E3 et E4 ainsi que le poste de livraison étaient fermés à clés et disposaient d'affichage indiquant l'interdiction d'accès à toute personne étrangère.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

#### N° 6 : Affichage

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 14
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Exploitation
<b>Prescription contrôlée :</b>  Chaque aérogénérateur est identifié par un numéro, affiché en caractères lisibles sur son mât. Le numéro est identique à celui généré à l'issue de la déclaration prévue à l'article 2.2. Les prescriptions à observer par les tiers sont affichées soit en caractères lisibles, soit au moyen de pictogrammes sur un panneau sur le chemin d'accès de chaque aérogénérateur, sur le poste de livraison et, le cas échéant, sur le poste de raccordement. Elles concernent notamment : <ul style="list-style-type: none"> <li>- les consignes de sécurité à suivre en cas de situation anormale ;</li> <li>- l'interdiction de pénétrer dans l'aérogénérateur ;</li> <li>- la mise en garde face aux risques d'électrocution ;</li> <li>- la mise en garde, le cas échéant, face au risque de chute de glace.</li> </ul>

**Constats :**

Au cours du contrôle, il a été constaté la présence d'un affichage à l'entrée du chemin d'accès des éoliennes E3 et E4 et sur le poste de livraison indiquant :

- les consignes de sécurité à suivre en cas de situation anormale ;
- l'interdiction de pénétrer dans l'aérogénérateur ;
- la mise en garde face aux risques d'électrocution ;
- la mise en garde face au risque de chute de glace.

Les éoliennes E3 et E4 sont identifiées par un numéro, affiché en caractères lisibles sur leur mât.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 7 : Extincteurs**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 24

**Thème(s) :** Risques chroniques, Exploitation

**Prescription contrôlée :**

Chaque aérogénérateur est doté de moyens de lutte et de prévention contre les conséquences d'un incendie appropriés aux risques et conformes aux normes en vigueur, composé a minima de deux extincteurs placés à l'intérieur de l'aérogénérateur, au sommet et au pied de celui-ci. Ils sont positionnés de façon bien visible et facilement accessibles. Les agents d'extinction sont appropriés aux risques à combattre. Cette disposition ne s'applique pas aux aérogénérateurs ne disposant pas d'accès à l'intérieur du mât.

**Constats :**

Au cours du contrôle, il a été constaté que des extincteurs sont présents au pied des éoliennes E3 et E4 et comportent bien la date de leur dernière vérification, à savoir le 5 août 2024.

**Type de suites proposées :** Sans suite